

## Termes de référence

Titre de la mission : **Consultation de recherche au Cameroun (Grant-in-Aid)**

Date de début : Lundi 20 Mai 2024

Date de fin : Vendredi 19 Juillet 2024 (Deux mois)

**Date limite de dépôt des candidatures : Dimanche 12 Mai 2024**

### **I. Aperçu de la mission**

L'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA) est un institut de catégorie I de l'UNESCO et est basé à Addis-Abeba, en Éthiopie. L'Institut travaille à la réalisation des objectifs et des cibles des Objectifs de développement durable 2030 en soutenant les États membres dans leurs politiques de formation des enseignants, le développement professionnel des enseignants et la capacité des institutions éducatives. L'UNESCO-IICBA s'est activement engagé dans des interventions de renforcement des capacités dans les domaines de la recherche et des connaissances, de la politique et du plaidoyer, et du renforcement des capacités. L'amélioration de l'apprentissage essentiel des élèves, en particulier des filles, grâce à l'autonomisation des enseignants, est l'un des principaux sous-domaines d'intervention.

L'Afrique subsaharienne est confrontée à de multiples défis caractérisés par un faible niveau d'éducation et des taux élevés d'enfants non scolarisés, particulièrement prononcés chez les filles. Le rôle des enseignants est essentiel pour relever ces défis éducatifs, mais les interventions sont souvent axées sur le maintien des filles à l'école, plutôt que sur l'amélioration de l'apprentissage dans l'éducation de base et la lutte contre l'inégalité entre les sexes à l'école. En fait, la région est confrontée à une grave pénurie d'enseignants qualifiés. Dans ce contexte, l'IICBA de l'UNESCO lance un projet ciblant six pays d'Afrique occidentale et centrale (Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali, Mauritanie et Nigeria) afin d'accélérer les efforts visant à atteindre les objectifs éducatifs en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et des environnements d'apprentissage sûrs, en soutenant les institutions de formation des enseignants dans les pays.

Dans le cadre de la préparation du projet, l'UNESCO IICBA recherche une équipe de consultants ou une entreprise pour effectuer une **analyse rapide de la situation en se concentrant sur les besoins de développement professionnel et le manque de compétences des enseignants pour remédier au faible niveau d'éducation des filles au Cameroun.**

L'analyse mettra particulièrement l'accent sur les domaines de l'enseignement et de l'apprentissage sensibles au genre et aux crises/conflits, ainsi que sur l'utilisation des TIC pour améliorer les résultats de l'apprentissage. Cet appel à propositions s'inscrit dans le cadre du projet financé par le gouvernement Japonais intitulé "Projet de renforcement des capacités des enseignants pour promouvoir un accès continu et inclusif à une éducation sûre et de qualité pour les filles en Afrique de l'Ouest".

## II. Contexte du projet :

L'Afrique subsaharienne est confrontée à d'importants défis en matière d'éducation, avec un faible niveau d'instruction et des taux élevés d'enfants non scolarisés. Les estimations de la Banque mondiale et al. (2022)<sup>1</sup> suggèrent que neuf enfants sur dix - garçons et filles confondus - n'ont pas accès à l'éducation en Afrique subsaharienne et que, bien que de nombreux pays aient atteint la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur, ils sont toujours confrontés à l'inégalité entre les sexes<sup>2</sup>. En outre, un récent rapport de l'UNESCO (2022)<sup>3</sup> alerte sur la tendance croissante des enfants non scolarisés dans la région, indiquant que la population non scolarisée a augmenté de 20 millions depuis 2009, pour atteindre 98 millions en 2021. Notamment, la disparité entre les sexes parmi les enfants non scolarisés est importante en Afrique de l'Ouest. Au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, en Mauritanie, au Nigéria et au Tchad, le taux de non-scolarisation des femmes est en moyenne 2,5 % plus élevé que celui des hommes au niveau primaire, ce qui s'aggrave au niveau secondaire inférieur (5,5 % en moyenne) et au niveau secondaire supérieur (10,2 % en moyenne).

Une grande partie de la littérature et des conseils politiques se concentre sur les interventions visant à maintenir les filles à l'école au niveau secondaire supérieur. Pourtant, ce qui est également nécessaire et qui pourrait avoir un impact plus important à moindre coût, c'est d'améliorer l'apprentissage dans l'éducation de base tout en s'attaquant aux schémas d'inégalité entre les sexes dans les écoles. Il est donc urgent d'améliorer l'enseignement, de mettre en place une pédagogie tenant compte de l'égalité entre les sexes et d'augmenter le nombre d'enseignantes et de directrices d'école qualifiées. Néanmoins, la pénurie d'enseignants qualifiés en Afrique subsaharienne est aiguë compte tenu de l'augmentation constante de la population en âge d'être scolarisée. L'UNESCO (2023)<sup>4</sup> indique que 44 millions d'enseignants supplémentaires doivent être recrutés dans le monde pour assurer l'enseignement primaire et secondaire universel en 2030, dont 1 sur 3, soit 15 millions, sont nécessaires rien qu'en Afrique subsaharienne - et que ce nombre n'a diminué que de 2 millions depuis 2016. Les données de l'ISU de l'UNESCO<sup>5</sup> indiquent également une situation préoccupante, en particulier en ce qui concerne le pourcentage d'enseignants "qualifiés" et le ratio élèves-enseignants qualifiés en Afrique subsaharienne. Il convient également de noter que le nombre élevé d'enfants qui ne sont pas scolarisés dans le système formel et qui accèdent à l'éducation par le biais de structures non formelles met en lumière le recours à des enseignants peu formés et aux conditions de travail instables. Ces situations risquent d'empirer si l'on n'y remédie pas d'urgence.

En outre, les pays du Sahel et des régions voisines sont parmi ceux qui luttent le plus contre diverses formes d'insécurité, ce qui affecte directement la stagnation des progrès dans le secteur de l'éducation, et de l'éducation des filles en particulier. La région est depuis

<sup>1</sup> Banque mondiale, UNESCO, UNICEF, USAID, FCDO, & Fondation Bill & Melinda Gates. (2022). L'état de la pauvreté éducative dans le monde : mise à jour 2022. <https://learningportal.iiep.unesco.org/en/library/the-state-of-global-learning-poverty-2022-update>

<sup>2</sup> Navigateur de données de l'ISU de l'UNESCO pour les données de l'objectif de développement durable 4 (SDG4). <http://sdg4-data.uis.unesco.org/>

<sup>3</sup> Rapport mondial de suivi sur l'éducation et Institut de statistique de l'UNESCO. (2022). Une nouvelle estimation confirme que la population non scolarisée augmente en Afrique subsaharienne. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000382577>

<sup>4</sup> UNESCO. (2023). Les enseignants dont nous avons besoin pour l'éducation que nous voulons : l'impératif mondial d'inverser la pénurie d'enseignants ; fiche d'information. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387001>

<sup>5</sup> Navigateur de données de l'ISU de l'UNESCO pour les données de l'objectif de développement durable 4 (SDG4). <http://sdg4-data.uis.unesco.org/>

longtemps touchée par des conflits et des groupes armés non étatiques, ainsi que par le changement climatique ces dernières années. La prévalence des violences sexuelles y est également élevée et souvent ancrée dans le patriarcat et les normes discriminatoires à l'égard des femmes. En outre, l'instabilité sociale et économique de la région alimente le cycle malveillant de la frustration chez les jeunes, ce qui les rend susceptibles d'être recrutés par l'extrémisme violent. L'insécurité est donc l'un des problèmes les plus urgents de la région, ce qui rend le rôle de l'éducation encore plus crucial.

Compte tenu de cette situation critique, l'IICBA de l'UNESCO dirige un projet avec le soutien financier du gouvernement japonais. Ce projet vise à accélérer les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs en matière d'éducation, en particulier l'égalité des sexes au **Burkina Faso**, au **Cameroun**, au **Tchad**, au **Mali**, en **Mauritanie** et au **Nigéria**. L'objectif principal est de **soutenir les institutions de formation des enseignants et le développement professionnel des enseignants**, y compris les enseignants contractuels, afin de s'assurer que les enfants d'âge scolaire et les adolescents, en particulier les filles, ont un accès continu et inclusif à une éducation sûre et de qualité. Plus précisément, le projet **soutiendra la mise à niveau des installations utilisant les TIC et le développement d'autres ressources de formation afin d'accroître la capacité des établissements de formation des enseignants existants** à fournir une formation initiale pratique et appropriée ainsi qu'un développement professionnel continu des enseignants.

### III. Objectif de la mission :

L'objectif de cette mission est de **mener une analyse rapide de la situation en se concentrant sur les besoins de développement professionnel et les lacunes en matière de compétences des enseignants** dans des établissements de formation des enseignants sélectionnés afin de remédier au faible niveau d'éducation des filles au Cameroun. L'analyse devrait servir d'étude de base des principaux obstacles à l'éducation des filles. La sélection des établissements sera faite par l'IICBA, en consultation avec le ministère, et la liste des établissements (environ 10) sera fournie à l'équipe de consultants lors de l'accord contractuel. L'analyse mettra particulièrement l'accent sur les domaines de l'enseignement et de l'apprentissage adaptés au genre et aux crises/conflits, ainsi que sur l'utilisation des TIC pour améliorer les résultats de l'apprentissage.

Plus précisément, l'analyse doit répondre aux questions suivantes, à titre d'exemple :

- Comment le programme actuel de formation des enseignants au Cameroun aborde-t-il les questions liées au genre, aux crises/conflits et à l'utilisation des TIC dans l'éducation, et où se situent les lacunes ?
- Quelles initiatives, le cas échéant, ont été prises par les établissements de formation des enseignants au Cameroun pour intégrer les principes de la sensibilité au genre dans leurs programmes de formation (curriculum, pédagogie, etc.) ?
- Comment les établissements de formation des enseignants au Cameroun intègrent-ils les outils TIC, le cas échéant, dans leur programme et leurs méthodes d'enseignement afin d'améliorer les résultats de l'apprentissage ?
- Quels sont, le cas échéant, les défis auxquels sont confrontés les établissements de formation des enseignants au Cameroun en ce qui concerne la maintenance et la mise

à niveau de leur infrastructure TIC, ainsi que l'accès et l'utilisation de cette infrastructure ?

- Quelles sont les capacités existantes des enseignants et des écoles en matière de TIC ?
- Comment aider au mieux les enseignants à améliorer l'éducation des filles, notamment en facilitant la création d'un environnement d'apprentissage sûr ?

Les outils d'évaluation seront développés avec la participation du personnel de l'IICBA. L'équipe de consultants devra mener l'évaluation en utilisant des méthodes de recherche quantitatives et qualitatives. Ces méthodes comprennent des études documentaires, des enquêtes, l'examen des politiques et cadres nationaux existants, des entretiens, des discussions de groupe et/ou l'analyse des données existantes. Les approches méthodologiques détaillées de la mission doivent être clairement indiquées dans la proposition.

Les principales tâches et responsabilités sont les suivantes

1. Collecter et analyser les données nécessaires à partir de sources primaires et secondaires sur la base des questions ci-dessus. Cela inclut la réalisation d'une étude de base sur les principaux obstacles à l'éducation des filles. Les données brutes, les données nettoyées et le fichier d'analyse des données (par exemple, le fichier SPSS ou Stata do ou les graphiques dans Excel, etc.
2. Préparer un premier rapport d'analyse.
3. Faciliter l'atelier de validation qui vise à présenter les résultats de l'étude aux principales parties prenantes dans le pays et à finaliser le rapport sur la base des commentaires fournis. *\*Les coûts associés à l'atelier de validation seront couverts par l'UNESCO IICBA.*
4. Produire un rapport d'analyse final mettant en évidence les principales conclusions et recommandations.

#### IV. Résultats attendus

	Produits à livrer	Date de soumission
1	<b>Plan de recherche détaillé</b> : Sur la base du cahier des charges et d'une première réunion avec l'équipe de l'UNESCO IICBA lors du recrutement, produire un plan de recherche détaillé comprenant une introduction, des objectifs, des méthodes détaillées à utiliser, des outils de collecte de données, des résultats escomptés, un budget, un calendrier et des références.	27 Mai 2024
2	<b>Un premier rapport d'analyse</b> : Préparer un projet de rapport pour les tâches décrites ci-dessus. La collecte de données sur le terrain sera entreprise une fois que le plan de recherche aura été approuvé par l'UNESCO IICBA. Les données (brutes et nettoyées) et le fichier d'analyse des données doivent également être soumis.	30 Juin 2024
3	<b>Rapport de l'atelier de validation</b> : Présenter les résultats lors de l'atelier de validation et rédiger un bref rapport sur la discussion.	8 Juillet 2024
4	<b>Versions finales du rapport</b> : Affiner et finaliser le rapport d'analyse initial sur la base des commentaires fournis lors de l'atelier de validation.	15 Juillet 2024

## V. Compétences techniques clés pour l'équipe ou l'entreprise de conseil

- L'équipe doit être composée de professionnels titulaires au minimum d'un master dans des domaines pertinents tels que l'éducation, les programmes d'études et l'enseignement, la direction d'un établissement d'enseignement, les études de genre, les TIC dans l'éducation ou toute autre discipline connexe. La possession d'un doctorat dans l'un de ces domaines est un atout supplémentaire. Une composition diversifiée en termes de genre est également un atout.
- Un minimum de dix (10) ans d'expérience professionnelle est souhaitable, en particulier dans la recherche, l'élaboration de politiques, la formulation de stratégies, la création de guides techniques et la conception d'outils de formation liés à l'éducation sensible au genre et aux crises/conflits et à l'utilisation des TIC dans l'éducation.
- D'excellentes compétences en matière d'analyse, d'organisation, de communication et de facilitation sont essentielles.
- La maîtrise de l'anglais et du français, tant à l'écrit qu'à l'oral, est obligatoire. La maîtrise des langues locales serait un avantage.
- La capacité à travailler dans des délais serrés et une approche axée sur les résultats sont essentielles. Il est essentiel de spécifier clairement la composition, les rôles et les responsabilités de l'équipe dans la proposition.
- Une expérience préalable au sein du système des Nations unies, une bonne connaissance du système éducatif camerounais et une bonne compréhension du contexte du pays sont des atouts.
- L'équipe de consultants doit être basée au Cameroun.

## VI. Procédure de candidature et date limite

Les personnes intéressées par cette mission de consultance doivent soumettre leur candidature à [i.recruitment@unesco.org](mailto:i.recruitment@unesco.org) avant le **dimanche 12 Mai 2024** à 23:59 CAT. Veuillez utiliser la référence "**Consultation de recherche au Cameroun (Grant-in-Aid)**" dans l'objet du courriel.

Une demande complète doit être réunie en un seul document.

Ce document doit comprendre

- 1) **Une proposition technique détaillée**, comprenant :
  - Description des tâches et des approches de la mission, y compris des idées d'instruments d'évaluation à discuter avec l'équipe de l'IICBA.
  - Profils et CV des membres de l'équipe, mettant en évidence leur expertise et leur expérience.
  - Période de temps.
  - Preuves pertinentes/échantillons de travaux précédemment effectués par le cabinet de conseil ou l'équipe d'experts.
- 2) **Une proposition financière** décrivant les frais liés à la mission. Elle doit comprendre les honoraires professionnels, ainsi que les frais d'hébergement et de déplacement.

Si vous avez des questions, veuillez contacter [a.eyerusalem@unesco.org](mailto:a.eyerusalem@unesco.org) et [k.moritani@unesco.org](mailto:k.moritani@unesco.org)